



Mai 2022  
Bureau  
Bamako

## Revue de presse du Mali

**01.05. – 15.05.2022**

---

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

### Contenu

- **G5 SAHEL** : Le Mali se retire des instances
  - **MOHAMED BAZOUM**, Président du Niger !  
« la force du G5 Sahel est morte après le retrait du Mali ».
  - **CENTRE D'ETUDE STRATEGIQUE POUR L'AFRIQUE (CESA)**  
Le bilan du régime Goita contraste avec les déclarations officielles
- ### ECONOMIE
- Face aux sanctions, les banquiers du Mali résistent
  - **L'économie malienne se réoriente**
  - **Mise en œuvre de l'Accord d'Alger**  
La médiation internationale s'engage

## G5 SAHEL

### Le Mali se retire du G5 Sahel en l'accusant d'être « instrumentalisé »

D'après les autorités maliennes, un « État extra-régional » serait à la base des tensions entre Bamako et ses pairs du G5 Sahel. Des tensions qui s'ajoutent à celle déjà en cours avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et l'UE.

Le gouvernement de transition, dans un communiqué signé par le colonel Abdoulaye Maïga a acté dimanche 15 mai 2022, son retrait du G5 Sahel.

Selon Bamako, l'institution serait instrumentalisée et ne jouirait plus d'aucune indépendance. La décision intervient en réaction, semble-t-il, au refus d'un « État membre du G5 Sahel », qui se serait opposé au fait que Bamako prenne la présidence de l'organisation en raison de la situation politique dans le pays.

« Aucun texte juridique du G5 Sahel ne prévoit des restrictions contre un État membre sur la base de sa situation politique nationale » précise le communiqué ajoutant que « le Mali décide de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel y compris la force conjointe ».

Dans leur communiqué, les autorités maliennes indiquent que le G5 Sahel serait manipulé par un « État extra-régional visant désespérément à isoler le Mali ». Si aucun pays n'a été nommément désigné, cette déclaration semble faire référence à la France, principal interlocuteur des pays du G5 Sahel, et dont les relations avec Bamako se sont grandement détériorées ces dernières années.

### ...De l'institution...

Le G5 Sahel est une organisation destinée à coordonner la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité entre 5 États du Sahel, à savoir la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Créée en 2014 l'institution a vu son fonctionnement être plombé par un manque de financement, qui ralentit l'opérationnalisation de sa force conjointe.

Cependant outre le volet de la lutte contre le terrorisme, l'organisation essaye de mettre en œuvre un programme d'investissement prioritaire de plusieurs milliards de dollars, pour réduire la pauvreté dans la région. D'après Alliance Sahel, 22 projets à « impact rapide » ont été ainsi financés en 2018, à hauteur de 266 millions € pour améliorer les conditions de vie des populations au sein du G5 Sahel. Un financement dont se priverait le Mali, en sortant de ce cadre de coopération. Ecofin.

### Mohamed Bazoum, Président du Niger

Dans un entretien exclusif accordé à La Croix et à L'Obs, le président du Niger acte la fin du G5 Sahel, dont le Mali vient d'annoncer son retrait, et appelle à un engagement massif et plus résolu des forces françaises et européennes contre les groupes djihadistes.

Le président du Niger, Mohamed Bazoum, a déclaré que la force commune du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) à la suite du retrait du Mali) qui lutte contre les groupes armés en Afrique de l'ouest « est morte après l'annonce par le Mali de son retrait ».

Dans une interview accordée au journal français « la croix » et publiée mercredi, le chef de l'état nigérien a affirmé que le groupe du G5 Sahel est mort, ajoutant que l'isolement de Bamako en Afrique de l'ouest « est une mauvaise chose pour toute la région ».

Le Mali avait annoncé dimanche, dans un communiqué qu'il a publié, son retrait de toutes les instances du G5 Sahel, y compris sa force commune.

Le président du Niger précise dans cette interview, souhaiter une présence de la force française Barkhane « plus conséquente, des règles d'engagement différentes et plus d'équipements pour nos armées ». « Les Occidentaux en opération prennent trop de précautions, ce qui rend difficile la réussite de leurs actions. Ils sont obnubilés par cette idée qu'il faut zéro perte pour réussir. Ils doivent consentir à un peu plus de sacrifices, prendre plus de risques et ne pas être hantés par les pertes », insiste le président nigérien. Depuis 2013, l'armée française a perdu plus de 50 soldats au Sahel.

### Pas de « forces symboliques »

Mohamed Bazoum réaffirme par ailleurs sa volonté d'un déploiement des forces françaises et européennes dans son pays « à la frontière du Mali et du Burkina ».

« Nous attendons qu'elles y soient envoyées en nombre, avec des capacités aériennes conséquentes, des règles d'engagement efficaces, des sacrifices, des moyens financiers, avec beaucoup plus d'hélicoptères, de bombes. Nous serons très déçus si, demain, la France et l'Europe positionnent chez nous des forces symboliques pour combattre l'extension du terrorisme », prévient-il. Il critique de nouveau les autorités maliennes issues de deux putschs, en août 2020 et en mai 2021. La croix.

### CENTRE D'ETUDE STRATEGIQUE POUR L'AFRIQUE (CESA)

#### Le bilan du gouvernement Goïta contraste avec les déclarations officielles

Depuis le premier coup d'Etat d'Assimi Goïta, le Mali est aux mains de militaires qui continuent de forger leur légitimité sur l'unité nationale autour de leurs personnes et de leurs actions sécuritaires. Deux arguments qui, pour le CESA, sont loin de la réalité.

Dans une étude publiée en avril, le Centre d'Etudes Stratégiques pour l'Afrique (CESA), une organisation américaine proche du Pentagone, a dressé un bilan des actions de la junte malienne. Selon cette analyse, les résultats obtenus sur le terrain contrastent fortement avec les discours officiels.

Le rapport indique que le pouvoir malien actuel a, dès ses débuts, bâti sa légitimité sur la nécessité de rétablir la situation sécuritaire, la justice et la démocratie dans ce pays ouest-africain. Or, poursuit-il, ces trois secteurs semblent ne s'être jamais portés aussi mal que depuis le putsch des militaires.

« Depuis sa prise de pouvoir en août 2020, la violence s'est étendue et intensifiée à travers le Mali. Il est révélateur que la violence extrémiste ait été plus élevée au cours de chaque trimestre depuis la prise de pouvoir de la junte qu'au cours de tous les trimestres précédant le coup d'État » indique le CESA.

Depuis le premier coup d'Etat d'Assimi Goita, il y a deux ans, le nombre d'événements violents au Mali a continué d'augmenter, passant de 530 événements en 2020 à 634 en 2021. D'après le CESA il devrait augmenter de 70% en 2022, enregistrant déjà 920 événements sur le premier trimestre.

Pourtant, a contrario de la réalité dépeinte par ces chiffres, le gouvernement malien de transition affirme que la situation sécuritaire s'améliore depuis qu'il est en place. Dans le tableau ci-dessous, le CESA met également en lumière d'autres rhétoriques gouvernementales qui ne correspondraient pas, selon lui, à la réalité.

Ainsi, alors qu'elle déclare bénéficier du soutien de la population malienne, la « junte » au pouvoir serait en réalité contestée par plusieurs partis politiques réunis dans le « Cadre d'échanges des partis et regroupements politiques pour une transition réussie ». La création d'une brigade de vigilance a même été annoncée par des soutiens au pouvoir en place, afin de « dénoncer » les opposants. Une manœuvre que le CESA considère comme une volonté d'intimidation des dissidents, et une preuve de la division de l'opinion concernant la légitimité de la transition actuelle...

Source: Agence Ecofin

## ECONOMIE

### Face aux sanctions, les banquiers du Mali résistent

Si le système financier malien semble totalement asphyxié par l'embargo décidé début janvier par la Cedeao, les banques locales font, au quotidien, preuve de résilience. Mais pour encore combien de temps ?

Près de cinq mois après leur mise en place, les sanctions économiques de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) contre le Mali sont perçues comme un gros plomb dans l'aile des banques locales, notamment quant à leur mission de financeur de l'économie du pays. Le gel des avoirs à de l'État malien et des entreprises publiques et parapubliques au sein de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), ainsi que le blocage des transferts de l'État malien via les systèmes de paiement de la Banque centrale, enraillent le système.

« En tant que banquier, mon intervention est délicate, surtout vis-à-vis de la Banque centrale qui verrouille – officieusement – nos opérations. Son objectif étant d'atteindre les autorités », déplore un responsable d'établissement malien, qui souhaite conserver l'anonymat.

Source : Jeune Afrique

### L'économie malienne se réoriente

Toujours sous le joug des sanctions de la Cédéao, l'État du Mali a enregistré en cette fin de semaine deux nouveaux défauts de paiement sur le marché régional. Depuis le 7 janvier, date des premières sanctions, le montant des impayés du pays s'élève à près de 230 milliards de francs CFA.

Mais pour l'économiste Pape Demba Thiam, du Sénégal, l'économie malienne tient bon et est même en passe de se réorienter pour tenir.

Il ne porte pas le même regard que certains de ses confrères sur les sanctions économiques et s'interroge sur l'impact qu'elles ont actuellement. Ce défaut de paiement était programmé dans la mesure où ce sont les instances régionales comme la BCEAO [Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest] qui ont décidé de dicter des sanctions. Donc, c'est difficile de dire qu'on retient la capacité d'un pays à honorer ses échéances parce qu'on détient son argent tout en voulant le sanctionner une deuxième fois parce que le pays n'aura pas honoré ses engagements, affirme l'économiste sénégalais. Je ne suis pas sûr que l'asphyxie du « coup chaos » qui avait été recherché puisse fonctionner, dans la mesure où le gouvernement malien a la possibilité de mobiliser ou d'accroître la production d'or et liquider cet or ».

Le Mali va réorienter son économie Pour Pape Demba Thiam, l'économie malienne ne va pas chuter, mais va évoluer ». La deuxième chose, c'est qu'aujourd'hui, les investisseurs auraient pu avoir peur de la situation malienne, mais vous savez aussi bien que moi que l'économie de guerre est l'économie où l'on fait le plus d'argent. Il me paraît étonnant que des gens aient pu penser que depuis le 9 janvier, le Mali devait tomber dans les deux semaines et que le pays est toujours debout. Je crois qu'on est en train d'offrir au Mali la possibilité de réorienter son économie et de l'internaliser avec une densité de flux internes qui soit beaucoup plus importante. Et les pays africains risquent de se joindre à cette démarche-là...

Source : RFI

## SOCIETE

### Mise en œuvre de l'Accord d'Alger : La médiation internationale s'engage

Le 10 mai 2022, la médiation internationale a tenu une nouvelle réunion, pour examiner l'état de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger et s'accorder sur des mesures de nature à favoriser la relance effective et urgente du processus de paix.

La rencontre était présidée par l'Ambassadeur Boudjemaa Delmi, représentant de l'Algérie, chef de file de la médiation internationale.

Les membres de la médiation internationale ont été informés des consultations, conduites par le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies au Mali et chef de la MINUSMA, avec les parties signataires, et ce conformément aux conclusions de la rencontre tenue le 20 avril dernier ; constaté la poursuite des échanges entre les parties sur les termes de référence de la réunion décisionnelle de haut niveau, agréée lors de la 45ème session du Comité de suivi de l'Accord de paix (CSA) tenue le 5 octobre 2021 ; fortement encouragées les parties maliennes à finaliser au plus vite ces échanges, en faisant preuve de l'esprit d'ouverture requis ;

rappelé l'importance cruciale que revêt la réunion décisionnelle de haut niveau qui devrait permettre de : régler la question du DDR global sur la base de l'offre faite par le Gouvernement d'intégrer, en deux vagues et sur une période de deux à trois ans, 26 000 ex-combattants ; ainsi que d'aborder les réformes institutionnelles qu'appelle l'application pleine et entière de l'Accord de paix...

Ils ont, dans le même élan, souligné le rôle essentiel, confié à l'Observateur indépendant au terme des dispositions pertinentes de l'Accord de paix.

À cet égard, ils ont marqué leur appréciation de la récente visite à Bamako du Président du Conseil d'administration du Centre Carter, Jason Carter, et salué « l'engagement inconditionnel et ferme », qu'il a déclaré avoir ressenti à travers ses entretiens avec le Président de la Transition, S.E le Colonel Assimi Goïta « du Gouvernement malien à mettre en œuvre l'Accord pour la paix qu'il estime important pour la réussite de la Transition ».

Les membres de la médiation ont convenu de se réunir à nouveau dans les deux à trois prochaines semaines, pour faire le point de la situation.

**Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.**

**Ulf Laessing**, Directeur régional programme Sahel  
basé à Bamako

**Aminata Traore**, Assistante de Programme / rédactrice  
en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

[www.kas.de/Sahel](http://www.kas.de/Sahel)

<https://twitter.com/RegionalSahel>

[www.facebook.com/profile.php?id=100078030371507](http://www.facebook.com/profile.php?id=100078030371507)

[Ulf.laessing@kas.de](mailto:Ulf.laessing@kas.de) / [Aminata.traore@kas.de](mailto:Aminata.traore@kas.de)

---

Badalabougou - Est  
Bamako/Mali  
B.P. E 1247  
Téléphone:  
+223-20.23.00.36  
[Info.bamako@kas.de](mailto:Info.bamako@kas.de)  
[www.kas.de/sahel](http://www.kas.de/sahel)

[www.kas.de](http://www.kas.de)